

Budget provincial : une occasion ratée de protéger les ménages et de renforcer le filet social, et non seulement l'économie

Québec, 25 mars 2025 – Union des consommateurs accueille avec déception le budget déposé aujourd'hui par le ministre des Finances Éric Girard, déplorant qu'à l'aube d'importantes pertes d'emplois, toute l'attention soit tournée vers la protection de l'économie, sans renforcer le filet social. Symptôme de ce budget « tout à l'industrie » : le gouvernement retire certaines mesures de soutien aux personnes vulnérables, notamment le bouclier fiscal qui aide les personnes retournant sur le marché du travail.

Alors que les organismes communautaires, et notamment les associations de défense des droits des consommateurs, seront sur la ligne de front pour venir en aide aux gens qui subiront les contrecoups de la guerre tarifaire, le budget Girard déçoit avec des mesures insuffisantes pour soutenir leur action. Malgré l'urgence d'une meilleure éducation financière et l'importance d'un accompagnement neutre en finances personnelles, le budget ne prévoit aucune bonification du financement des associations de consommateurs. Le gouvernement néglige ainsi un levier essentiel pour prévenir l'endettement, souvent exacerbé par les turbulences économiques, et pour protéger les ménages contre des solutions de crédit abusives.

Gain en capital

Union des consommateurs salue la décision d'augmenter le taux d'inclusion du gain en capital afin de le faire passer de 50 % à 66,7 %. L'entrée en vigueur de cette mesure apparaît toutefois hautement improbable, alors que celle-ci est conditionnelle à ce que le gouvernement fédéral fasse de même et que tant Pierre Poilievre que Mark Carney ont promis de l'abandonner. Ainsi, à moins d'un revirement, le gouvernement provincial se privera vraisemblablement de revenus de 1,83 milliard de dollars sur 5 ans.

Union des consommateurs presse le gouvernement de mettre cette mesure en œuvre, et ce, peu importe la décision du Fédéral. Rappelons que la hausse du taux d'inclusion favorise une plus grande équité fiscale en réduisant l'avantage disproportionné dont bénéficient les contribuables les plus fortunés, dont une part importante des revenus provient des gains en capital et des dividendes.

Assurance médicaments

Union déplore que le gouvernement provincial refuse de s'entendre avec Ottawa afin d'augmenter la couverture d'assurance médicaments, alors que le Manitoba, la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard ont accepté de telles ententes pour le financement de la bonification de leur régime. Union des consommateurs appelle le gouvernement à s'entendre rapidement avec le Fédéral afin de corriger les lacunes du modèle hybride d'assurance médicaments québécois, qui s'avère coûteux, inefficace et inéquitable.

Logement

Bien que le gouvernement prévoie soutenir la création de 3000 nouveaux logements sociaux en 2025-26, cela reste bien en deçà de la cible de 10 000 nouveaux logements sociaux par année jugée nécessaire par le FRAPRU. Union appelle le gouvernement à accélérer encore plus les investissements en matière de création de logements sociaux afin de contribuer à résorber la crise de la pénurie de logements qui a des impacts dévastateurs sur les finances personnelles des ménages québécois en accaparant une part grandissante de leur revenu disponible.

À propos

Union des consommateurs regroupe 15 groupes de défense des droits des consommateurs. Elle a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des consommateurs, en prenant en compte de façon particulière les intérêts des ménages à revenu modeste. Ses interventions s'articulent autour des valeurs chères à ses associations membres, soit la solidarité, l'équité et la justice sociale ainsi que l'amélioration des conditions de vie des consommateurs aux plans économique, social, politique et environnemental.

– 30 –

Pour toute demande média:

Jordan Dupuis
Responsable des communications et relations médias
514 651-6077
Jdupuis@uniondesconsommateurs.ca
Media@uniondesconsommateurs.ca